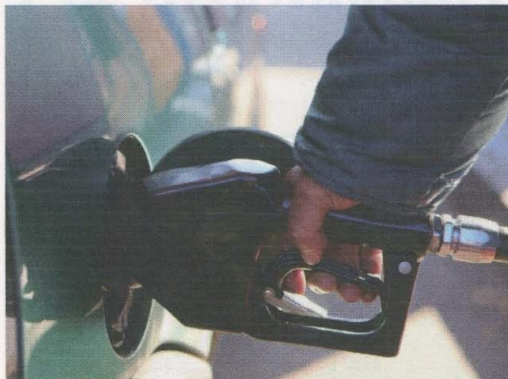


# Prix carburant: De nouvelles hausses arrivent

- Elles seraient de 50 centimes pour le gasoil et de 20 centimes pour le super
- Le cours du baril de pétrole toujours au-dessus de 80 dollars



*Avec l'envolée des cours du pétrole, les opérateurs s'apprentent à augmenter les prix à la pompe dès lundi 15 octobre (Ph. L'Economiste)*

Avec la flambée du cours du pétrole à l'international, les distributeurs s'apprentent à augmenter le prix à la pompe (ils se basent sur la moyenne des cours de 15 jours). Les augmentations pourraient intervenir à partir du lundi 15 octobre. Les calculs réalisés par le marché donnent une moyenne de 50 centimes pour le gasoil et 20 centimes pour le super. «Nous commençons déjà à vendre à perte et une augmentation est inévitable», souligne un opérateur. Dans certains pays européens, le prix atteint 1,7 euros (18,56 DH).

Depuis fin septembre, les prix du brut évoluent au-dessus de 80 dollars. L'Agence

internationale de l'énergie a même averti sur la surchauffe et la possibilité de «franchir la ligne rouge» au quatrième trimestre, soit les 100 dollars le baril. «Les prix élevés de l'énergie sont de retour au mauvais moment pour l'économie mondiale», a souligné Fatih Birol, directeur de l'AIE, qui s'exprimait lors de la conférence sur l'Energy Oil & Money à Londres.

Les prix du brut sont aujourd'hui à leur plus haut niveau depuis quatre ans en raison notamment de la chute de la production vénézuélienne. A cela s'ajoutent les sanctions américaines contre l'Iran. Les Etats-Unis ont adopté une ligne dure sur les sanctions infligées à l'Iran qui visent directement les exportations de pétrole du troisième plus grand producteur de l'Opec à partir de novembre. C'est d'ailleurs la raison première de l'envolée récente des cours.

Celle-ci aura un impact certain sur les importations des produits énergétiques. La facture a augmenté de 19,1% à fin août, passant à 53,7 milliards de DH. Elle aura également un impact sur le consommateur qui s'attendait au plafonnement du prix des produits pétroliers après le tollé suscité par le rapport de la commission parlementaire. Or, le mécanisme proposé

par le ministère des Affaires générales et de la Gouvernance risque de ne jamais voir le jour. «Avec le plafonnement, l'Etat s'implique et diffuse les prix dans un premier temps. Mais quand les prix explosent, l'Etat est interpellé comme responsable et les consommateurs demandent un soutien et donc des subventions», explique un responsable.

Le risque est la remise en cause de la libéralisation et le retour de fait vers la subvention des carburants.

En principe, le plafonnement du prix des produits pétroliers devait s'appliquer durant une période de six mois renouvelable une seule fois. Il devait être mis en place pendant une période transitoire le temps d'arrêter «une nouvelle structure des prix». Le gouvernement voulait s'inspirer du modèle belge qui tient compte du prix du produit à la sortie de la raffinerie lié aux cotations internationales des produits finis sur le marché de Rotterdam, d'une marge brute maximale de distribution, des cotisations légales et des taxes. □

**Khadija MASMOUDI**